



développement sont elles-mêmes une menace non militaire croissante à la sécurité. C'est en abordant de façon constructive tous les aspects de la sécurité — militaire, politique, économique, social, humanitaire, droits de la personne — que nous pourrions favoriser des conditions qui se prêteront au désarmement; nous disposerons en même temps d'un environnement favorable à la poursuite d'un développement fécond. Par conséquent, notre but doit être d'accroître la sécurité véritable — pour chaque nation individuellement et pour le monde en général — en trouvant des moyens politiquement acceptables de consacrer moins d'argent à l'armement et plus au développement.

Le sommet de Reykjavik — et ses prolongements à Washington et à Moscou — ont fait porter l'attention du monde sur les nouvelles possibilités qu'ouvrent la réflexion et la créativité lorsqu'il s'agit de résoudre les problèmes de conflit et de privation auxquels font encore face un grand nombre de régions du monde. Le fondement de ce que la Commission Palme appelle des « progrès extraordinaires » a été mis en place.

Il est possible que les années 1980 voient la concrétisation de ce qui ne semblait jusque-là qu'un rêve : des réalisations concrètes en matière de désarmement, de stabilité et de paix.

...Le Canada a adopté une approche multidimensionnelle à la question complexe de la paix et de la sécurité — de son appui à l'Organisation des Nations Unies (la contribution du Canada aux Nations Unies vient au quatrième rang en importance) à la visite que le secrétaire d'État aux affaires extérieures M. Joe Clark a effectué en Amérique centrale la semaine dernière pour offrir l'appui du Canada au plan de paix dans cette région. En outre :

— Le Canada a porté à 900 millions de dollars l'aide qu'il consent aux régions de l'Afrique victimes de la famine, il a radié 600 millions de dollars de la dette africaine et il offre maintenant de l'aide bilatérale au développement sous forme de subvention plutôt que de prêts.

— La lutte contre l'apartheid au moyen de sanctions imposées à l'Afrique du Sud a été accélérée : nous avons interdit tout nouvel investissement et le réinvestissement des profits en Afrique du Sud; au cours des six premiers mois de 1987, le Canada a réduit de 51 p. 100 ses importations en provenance d'Afrique du Sud; l'importation de charbon, de fer et d'acier a été interdite, de même que la promotion touristique...

— Le Canada compte parmi les partisans les plus actifs des institutions multilatérales; à preuve, il a été l'hôte, cet automne, de réunions de chefs de gouvernement de la Francophonie et du Commonwealth. La prochaine réunion du Sommet économique aura lieu à Toronto en 1988.

...Après avoir représenté le Canada auprès des Nations Unies pour les questions du désarmement pendant plus de trois ans, une de mes impressions dominantes, c'est à quel point notre pays est respecté. Grâce à sa position solide de nation non coloniale, multiculturelle, ouverte, loyale envers ses alliés, coopérative et véritablement intéressée à renforcer le système international, le Canada est devenu une voix avec laquelle il faut compter. Nous sommes devenus une nation influente — et ce nouveau statut s'accompagne de la responsabilité de jouer un rôle encore plus important dans les années difficiles qui viennent.

Cette présence de plus en plus importante du Canada dans les relations internationales nous permet de mettre de l'avant plus fermement notre politique en matière de sécurité, qui est multidimensionnelle.

...La politique canadienne en matière de sécurité s'inscrit dans un environnement international dominé par la rivalité entre l'Est et l'Ouest. Ces deux groupes de nations, chacun mené par une superpuissance, sont en conflit sur les plans des idées et des valeurs. Ils ne s'entendent pas sur la façon dont les politiques devraient être menées, la société organisée et l'économie structurée. Ils ne s'entendent pas sur l'importance de la liberté individuelle ou du respect de la loi ni sur les relations qui doivent exister entre l'individu et la société. Dans ce conflit, le Canada n'est pas demeuré neutre. Étant donné nos valeurs et notre détermination à défendre la liberté et la démocratie, nous n'avons pas d'autre choix que de nous ranger, de la façon la plus fondamentale possible, du côté des autres pays de l'Ouest. Ainsi, le Canada est un membre actif de l'OTAN, laquelle joue un rôle important non seulement pour contrer la menace militaire du Pacte de Varsovie, mais également pour offrir son appui politique aux institutions démocratiques et à l'amélioration des relations politiques Est-Ouest. Les armes nucléaires et les armes classiques de l'OTAN ne seront jamais utilisées, sauf en réponse à une agression.

En sa qualité de membre de l'OTAN, le Canada a été en mesure d'apporter une contribution importante et constructive aux initiatives majeures de négociation du contrôle des armements de Genève,

de Stockholm et de Vienne. Et nous recherchons des moyens qui permettraient à l'OTAN de mieux projeter les qualités positives de ses mesures collectives et coopératives de sécurité. Si nous n'avions pas la possibilité constante et directe d'agir et de réagir, notre influence sur de tels événements se trouverait considérablement réduite.

En conséquence, le Canada a des engagements en matière de défense envers ses partenaires qui ont été exprimés dans le récent Livre blanc sur la défense. Comme l'a noté M. Clark, le Canada a l'intention de moderniser sa capacité de répondre à ses engagements dans le cadre de l'OTAN et en ce qui concerne l'Atlantique.

...Selon le Livre blanc, une défense nationale solide est un élément important de la politique du Canada en matière de sécurité internationale, mais seulement l'un de ses éléments. Le contrôle des armes et le désarmement et le règlement pacifique des conflits sont tout aussi importants. Ainsi, le Livre blanc sur la défense ne saurait remplacer un Livre blanc sur la politique étrangère. Toutes ces activités doivent être perçues comme étant mutuellement complémentaires et ensemble, elles permettent au Canada de jouer un rôle dans la mise en place des fondements de la paix, au sein d'une collectivité internationale en pleine transition.

À ce titre, le Canada propose les six moyens suivants :

— Des réductions radicales des armes nucléaires, qui constituent la base de notre politique en matière de désarmement. C'est pourquoi les sommets Reagan-Gorbatchev, qui visent non seulement le démantèlement de toutes les armes de portée intermédiaire et de courte portée, mais également de 50 p. 100 des missiles stratégiques, sont accueillis avec enthousiasme. Le gouvernement canadien a constamment pressé les deux superpuissances de rechercher ce but.

— La conclusion d'un traité exhaustif négocié et vérifiable interdisant les tests est depuis longtemps et demeure encore aujourd'hui un objectif fondamental du Canada. Le Canada veut que l'on mette fin à tous les tests nucléaires dans tous les pays, dans tous les milieux, pour toujours. Aux Nations Unies cet automne, le gouvernement canadien a encore une fois co-parrainé une résolution priant instamment la Conférence sur le désarmement d'entreprendre des travaux importants sur tous les aspects d'un traité interdisant les tests nucléaires au début de sa session de 1988...